

RCS : MARSEILLE

Code greffe : 1303

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de MARSEILLE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2018 B 03614

Numéro SIREN : 840 164 305

Nom ou dénomination : 2 Ride Holding

Ce dépôt a été enregistré le 30/01/2024 sous le numéro de dépôt 2385

**2 Ride Holding**  
Société par actions simplifiée au capital de 124.677.350 euros  
Siège social : 110, route de la Valentine – ZAC de la Valentine, 13011 Marseille  
840 164 305 R.C.S. Marseille

(la « Société »)

**PROCÈS-VERBAL DES DÉCISIONS DU PRÉSIDENT  
EN DATE DU 11 JANVIER 2024**

L'an deux mille vingt-quatre, le onze janvier,

**Le soussigné :**

Monsieur Matthieu Bazil, président de la Société (le « **Président** »),

rappelle que :

1. aux termes des décisions des associés de la Société en date du 8 mars 2022 (les « **Décisions des Associés** »), les associés de la Société ont notamment :
  - (i) autorisé le Président à procéder, en une ou plusieurs fois, au profit de membres du personnel salarié et/ou des mandataires sociaux de la Société et de membres du personnel salarié des sociétés liées à celle-ci au sens de l'article L. 225-197-2 du Code de commerce (les « **Bénéficiaires** »), à des attributions gratuites et conditionnelles d'actions de préférence de catégorie 1 (les « **ADP1** ») à émettre de la Société ;
  - (ii) décidé que le Président déterminera l'identité des Bénéficiaires ainsi que les conditions et les critères d'attribution desdites ADP1 à émettre ;
  - (iii) décidé que le nombre total d'ADP1 attribuées gratuitement ne pourra excéder 488.846 ADP1 ;
  - (iv) décidé que l'attribution des ADP1 à leurs Bénéficiaires ne pourra devenir définitive qu'au terme d'une période d'acquisition dont la durée sera fixée par le Président et ne pourra être inférieure à un an, l'attribution définitive desdites actions pouvant néanmoins intervenir avant ce terme dans les conditions fixées par la loi ;
  - (v) décidé que la durée minimale de l'obligation de conservation des ADP1 par les Bénéficiaires sera fixée par le président ; et
  - (vi) conféré tous pouvoirs au Président pour mettre en œuvre la délégation, pendant une durée de 36 mois à compter de la date des Décisions des Associés,
2. aux termes de ses décisions en date du 8 mars 2022, il a, conformément à la délégation qui lui a été conférée en vertu des Décisions des Associés (la « **Délégation** ») et après approbation préalable du comité de surveillance de la Société, décidé d'arrêter les termes du règlement du plan d'attribution gratuite d'actions (le « **Règlement** »),
3. aux termes de ses décisions en date du 11 janvier 2023, il a, conformément à la Délégation et après approbation préalable du comité de surveillance de la Société, décidé d'attribuer gratuitement un total de 177.000 ADP1 gratuites à des membres du personnel salarié et/ou des mandataires sociaux de la Société et de membres du personnel salarié des sociétés liées à celle-ci au sens de l'article L. 225-197-2 du Code de commerce (les « **Actions Gratuites** »),

4. les Actions Gratuites présentent les caractéristiques suivantes (étant précisé que les termes commençant par une majuscule et qui ne sont pas expressément définis dans le présent procès-verbal ont la signification qui leur est attribuée dans le Règlement) :
- (i) la Période d'Acquisition est d'une durée d'une (1) année, expirant le 10 janvier 2024 (à minuit) ;
  - (ii) l'Attribution Définitive est conditionnée, à l'issue de la Période d'Acquisition susvisée, pour le Bénéficiaire concerné, à :
    - a) sa présence en qualité de salarié ou de mandataire social au sein de la Société ou en qualité de salarié au sein d'une Filiale et la conservation de cette qualité de façon continue et ininterrompue durant l'intégralité de la Période d'Acquisition concernée ;
    - b) le fait d'être partie ou d'avoir adhéré au Pacte ; et
    - c) le fait d'avoir adhéré à la Convention de Subordination ;
  - (iii) la Période de Conservation est d'une durée d'une (1) année courant à compter de la Date d'Attribution Définitive, expirant le 10 janvier 2025 (à minuit),
5. A la date des présentes, le Président constate que la condition de présence en qualité de salarié ou de mandataire social au sein de la Société ou en qualité de salarié au sein d'une Filiale et la conservation de cette qualité de façon continue et ininterrompue durant l'intégralité de la Période d'Acquisition n'est pas remplie pour Bénéficiaires listés en **Annexe 1**.
6. Aux termes d'un acte de renonciation en date du 10 janvier 2024, le Président constate que le bénéficiaire listé en **Annexe 2** a irrévocablement renoncé au bénéfice des Actions Gratuites lui ayant été attribuées le 11 janvier 2023.
7. La Période d'Acquisition est arrivée à échéance et les comptes de la Société font apparaître des réserves suffisantes pour procéder à l'Attribution Définitive des Actions Gratuites attribuées le 11 janvier 2023 aux Bénéficiaires listés en **Annexe 3**.

En conséquence, le Président en application de l'article L. 225-197-I du Code de commerce et conformément à la Délégation, a pris les décisions suivantes relatives à l'Attribution Définitive des Actions Gratuites :

**1. Constatation de l'expiration de la Période d'Acquisition et Attribution Définitive des Actions Gratuites**

Le Président, après avoir constaté que (i) la Période d'Acquisition est arrivée à échéance et (ii) l'ensemble des Conditions d'Attribution Définitive, à savoir (a) la présence du Bénéficiaire en qualité de salarié ou de mandataire social au sein de la Société ou en qualité de salarié au sein d'une Filiale et la conservation de cette qualité de façon continue et ininterrompue durant l'intégralité de la Période d'Acquisition concernée, (b) le fait que le Bénéficiaire soit parti ou ait adhéré au Pacte, et (c) le fait que le Bénéficiaire ait adhéré à la Convention de Subordination, ont été remplies pour les Bénéficiaires listés en **Annexe 3**, décide d'attribuer définitivement 111.880 Actions Gratuites au profit des personnes listés en **Annexe 3**.

**2. Constatation de la réalisation définitive de l'augmentation de capital résultant de l'Attribution Définitive**

Le Président après avoir pris acte que le poste « Prime d'émission, de fusion, d'apport » fait apparaître des réserves suffisantes, constate la réalisation définitive de (i) l'augmentation de capital résultant de l'Attribution Définitive, par prélèvement d'une somme de 111.880 euros sur le poste « Prime d'émission,

de fusion, d'apport » susmentionné et (ii) l'émission de 111.880 ADP1 nouvelles, d'une valeur nominale d'un euro chacune, étant précisé que, conformément à la loi, l'autorisation conférée par les Décisions des Associés en vue de l'attribution gratuite d'actions à des salariés et/ou dirigeants de la Société et des salariés des sociétés liées à celle-ci au sens de l'article L. 225-197-2 du Code de commerce, emporte de plein droit, au profit des bénéficiaires des actions attribuées gratuitement, renonciation des associés de la Société à leur droit préférentiel de souscription.

Sous réserve des dispositions relatives à la période minimale de conservation des Actions Attribuées gratuitement, telle que définie par le Règlement, ces ADP1 nouvelles seront entièrement assimilées aux ADP1 anciennes de la Société et jouiront des mêmes droits que les ADP1 anciennes, à compter de ce jour.

### **3. Modification des articles 6 « Apports » et 7 « Capital social » des statuts de la Société**

Le Président, en conséquence des décisions qui précèdent, décide de modifier comme suit les articles 6 « Apports » et 7 « Capital social » des statuts de la Société :

(i) le paragraphe suivant est inséré à l'article 6 « Apports » des statuts de la Société :

*« 6.9 Par décision du Président en date du 11 janvier 2024 et par exercice de la délégation de pouvoirs qui lui a été consentie par décisions unanimes des Associés de la Société en date du 8 mars 2022, il a été procédé à une augmentation de capital social pour un montant de 111.880 euros par l'émission de 111.880 ADP1 et à leur attribution définitive au profit de dirigeant et/ou salarié de la Société et de salariés des sociétés liées à celle-ci au sens de l'article L. 225-197-2 du Code de commerce, conformément aux dispositions de l'article L. 225-197-1-I du Code de commerce et (ii) par prélèvement de pareille somme sur le poste « Prime d'émission, de fusion, d'apport » de la Société. » ; et*

(ii) l'article 7 « Capital social » est désormais rédigé comme suit :

*« Le capital social est fixé à la somme de cent vingt-quatre millions sept cent quatre-vingt-neuf mille deux cent trente (124.789.230) euros. Il est divisé en cent vingt-quatre millions sept cent quatre-vingt-neuf mille deux cent trente (124.789.230) Actions réparties en plusieurs catégories ainsi qu'il suit :*

- cinquante-cinq millions trois cent soixante-six mille cent quarante (55.366.140) Actions Ordinaires d'un (1) euro de valeur nominale chacune ;*
- un million cent quatre-vingt-huit mille sept cent vingt-six (1.188.726) ADP1 d'un (1) euro de valeur nominale chacune ;*
- soixante millions trois cent quatre-vingt-dix mille quatre cent neuf (60.390.409) ADP2 d'un (1) euro de valeur nominale chacune ; et*
- sept millions huit cent quarante-trois mille neuf cent cinquante-cinq (7.843.955) ADP3 d'un (1) euro de valeur nominale chacune, dont (i) un million huit cent quarante-trois mille neuf cent cinquante-sept (1.843.957) émises le 8 mars 2022 et (ii) cinq millions neuf cent quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cent quatre-vingt-dix-huit (5.999.998) émises le 27 juillet 2022,*

*intégralement libérées.»*

#### **4. Pouvoirs pour les formalités légales**

Le Président confère tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait des présentes à l'effet d'accomplir toutes formalités de dépôt et de publicité légale.

\*\*\*

De tout ce qui précède, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé par le Président.



**Le Président**  
Monsieur Matthieu Bazil

**2 Ride Holding**

Société par actions simplifiée au capital de 124.789.230 euros  
Siège social : 110, route de la Valentine - ZAC de la Valentine, 13011 Marseille  
840 164 305 R.C.S. Marseille

(la « Société »)

---

**STATUTS**

---

**Statuts mis à jour à la suite des décisions du président de la Société  
en date du 11 janvier 2024**

Certifiés conformes



Le Président  
Monsieur Matthieu Bazil

Dans les présents statuts et leurs annexes (les « **Statuts** »), les termes commençant par une majuscule ont le sens qui leur est attribué à l'Annexe A ou, à défaut, dans le Pacte. Les références aux articles, paragraphes et annexes, sans autre précision, renvoient à ceux des Statuts. L'usage du terme « y compris » ou « notamment » implique que l'énumération ou l'illustration qui le suit n'est en rien limitative ou exhaustive. Tout terme défini s'entend, selon le cas, du genre masculin et du genre féminin ainsi que du mode singulier ou du mode pluriel.

## **I. FORME – OBJET – DÉNOMINATION SOCIALE SIÈGE SOCIAL - DURÉE**

### **ARTICLE 1 FORME**

La Société a la forme d'une société par actions simplifiée, régie par les dispositions légales et réglementaires en vigueur et par les Statuts.

Elle fonctionne indifféremment sous la même forme avec un ou plusieurs Actionnaires.

Elle ne peut procéder à une offre au public de titres financiers ou à l'admission aux négociations sur un marché réglementé de ses Actions. Elle peut néanmoins procéder aux offres définies aux 2 et 3 du I et au II de l'article L. 411-2 du Code monétaire et financier.

### **ARTICLE 2 DÉNOMINATION SOCIALE**

La dénomination sociale est : **2 Ride Holding**.

Tous les actes ou documents émanant de la Société et destinés aux tiers, notamment lettres, factures, annonces et publications diverses, doivent indiquer la dénomination sociale, précédée ou suivie immédiatement et lisiblement des mots « Société par actions simplifiée » ou des initiales « SAS », de l'énonciation du montant du capital social et du numéro d'immatriculation au Registre du commerce et des sociétés.

### **ARTICLE 3 SIÈGE SOCIAL**

Le siège social est établi à : **110, route de la Valentine - ZAC de la Valentine, 13011 Marseille.**

Le siège social peut être transféré en tout autre lieu par décision du Président, sous réserve de ratification de cette décision par l'Actionnaire unique, ou en cas de pluralité d'Actionnaires, par la collectivité des Actionnaires statuant dans les conditions de quorum et de majorité prévues à l'ARTICLE 20.

Lors d'un transfert décidé par le Président, celui-ci est autorisé à modifier les Statuts en conséquence.

### **ARTICLE 4 OBJET**

La Société a pour objet, tant en France qu'à l'étranger :

- le conseil aux entreprises,
- la prise de toutes participations dans toutes entreprises ou sociétés, quel(le) qu'en soit la nature juridique ou l'objet, par voie d'acquisition de parts ou d'actions, souscription, apport ou autrement,

- la gestion de participations minoritaires, de blocs de contrôle de sociétés, admises aux négociations sur un marché ou non, ainsi que de toutes autres valeurs mobilières,
- l'assistance aux sociétés de son groupe dans les domaines commercial, administratif, gestion, stratégie de développement, marketing, finances, négociation, etc.,
- l'acquisition, la gestion, l'administration, la mise en valeur, la transformation, la location de tous immeubles ou biens immobiliers,
- la gestion de son portefeuille de titres, le placement de ses fonds indisponibles,
- toutes activités de courtage et de commission ou tous services, études, prestations, expertises et conseils en matières financière, économique ou commerciale,
- et généralement toutes opérations financières, commerciales, industrielles, immobilières ou mobilières, pouvant se rattacher, directement ou indirectement à l'objet ci-dessus ou à tous objets similaires ou connexes, de nature à favoriser son extension ou son développement.

## **ARTICLE 5 DURÉE**

Sauf prorogation ou dissolution anticipée, la durée de la Société est fixée à 99 années à compter de la date de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés.

La décision de prorogation est prise par décision de la collectivité des Actionnaires ou de l'Actionnaire unique, sans que chaque prorogation ne puisse excéder 99 ans.

Un an au moins avant la date d'expiration de la Société, le Président doit provoquer une décision de l'Actionnaire unique ou de la collectivité des Actionnaires à l'effet de décider si la Société doit être prorogée.

## **II. APPORTS – CAPITAL SOCIAL – ACTIONS**

### **ARTICLE 6 APPORTS**

**6.1** Il a été fait à la Société, à sa constitution, un apport en numéraire d'un montant de mille (1.000) euros, rémunéré par mille (1.000) actions ordinaires d'une valeur nominale d'un euro.

**6.2** Par décision des Actionnaires en date du 17 juillet 2018, le capital social de la Société a été augmenté d'un montant de 6.219.090 euros par émission de 5.545.224 Actions Ordinaires, d'un (1) euro de valeur nominale chacune, et de 673.866 ADP1, d'un (1) euro de valeur nominale chacune, en rémunération d'un apport en nature de 710.779 actions ordinaires émises par la société 2R Holding (811 242 940 R.C.S. Marseille) (« **2R Holding** »).

Par décision du Président en date du 17 juillet 2018, le capital social de la Société a été augmenté :

- d'un montant de 30.975.607 euros par émission de 30.975.607 Actions Ordinaires d'une valeur nominale d'un (1) euro chacune ; et
- d'un montant de 91.134 euros par émission de 91.134 ADP1 d'une valeur nominale d'un (1) euro chacune.

- 6.3** Par décision des Actionnaires en date du 14 mai 2019, le capital social a été augmenté d'un montant de 13.135.285 euros, par émission de 13.135.285 Actions Ordinaires d'un euro de valeur nominale.
- 6.4** Par décision du Président en date du 17 juillet 2019 et par exercice de la délégation de pouvoirs qui lui a été consentie par décisions unanimes des Associés de la Société en date du 17 juillet 2018, il a été procédé à une augmentation de capital social pour un montant de 686.956 euros (i) par l'émission de 686.956 actions ordinaires et à leur attribution définitive au profit de dirigeant et/ou salarié de la Société, conformément aux dispositions de l'article L. 225-197-1-I du Code de commerce et (ii) par prélèvement de pareille somme sur le poste "Prime d'Émission" de la Société.
- 6.5** Par décision du Président en date du 8 mars 2022 et par exercice de la délégation de pouvoirs qui lui a été consentie par décisions unanimes des Associés de la Société en date du 8 mars 2022, le capital social de la Société a été augmenté :
- d'un montant de 2.336.055 euros par émission de 2.336.055 Actions Ordinaires d'une valeur nominale d'un (1) euro chacune ;
  - d'un montant de 1.843.957 euros par émission de 1.843.957 ADP3 d'une valeur nominale d'un (1) euro chacune ; et
  - d'un montant de 186.015 euros par émission de 186.015 Actions Ordinaires d'une valeur nominale d'un (1) euro chacune.
- 6.6** Par décision du Président en date du 27 juillet 2022 et par exercice de la délégation de pouvoirs qui lui a été consentie par décisions unanimes des Associés de la Société en date du 27 juillet 2022, le capital social de la Société a été augmenté :
- d'un montant de 2.499.998 euros par émission de 2.499.998 Actions Ordinaires d'une valeur nominale d'un (1) euro chacune ; et
  - d'un montant de 5.999.998 euros par émission de 5.999.998 ADP3 d'une valeur nominale d'un (1) euro chacune.
- 6.7** Par décision du Président en date du 8 mars 2023 et par exercice de la délégation de pouvoirs qui lui a été consentie par décisions unanimes des Associés de la Société en date du 8 mars 2022, il a été procédé à une augmentation de capital social pour un montant de 311.846 euros (i) par l'émission de 311.846 ADP1 et à leur attribution définitive au profit de dirigeant et/ou salarié de la Société et de salariés des sociétés liées à celle-ci au sens de l'article L. 225-197-2 du Code de commerce, conformément aux dispositions de l'article L. 225-197-1-I du Code de commerce et (ii) par prélèvement de pareille somme sur le poste « Prime d'émission, de fusion, d'apport » de la Société.
- 6.8** Par décision du Président en date du 29 septembre 2023 et par exercice des délégations de pouvoirs qui lui ont été consenties par décisions unanimes des Associés de la Société en date du 29 septembre 2023, le capital social de la Société a été augmenté d'un montant de 60.390.409 euros par émission de 60.390.409 ADP2 d'une valeur nominale d'un (1) euro chacune.
- 6.9** Par décision du Président en date du 11 janvier 2024 et par exercice de la délégation de pouvoirs qui lui a été consentie par décisions unanimes des Associés de la Société en date du 8 mars 2022, il a été procédé à une augmentation de capital social pour un montant de 111.880 euros par l'émission de 111.880 ADP1 et à leur attribution définitive au profit de dirigeant et/ou salarié de la Société et de salariés des sociétés liées à celle-ci au sens de l'article L. 225-197-2 du Code de commerce, conformément aux dispositions de l'article L.

225-197-1-I du Code de commerce et (ii) par prélèvement de pareille somme sur le poste « Prime d'émission, de fusion, d'apport » de la Société.

## **ARTICLE 7 CAPITAL SOCIAL**

Le capital social est fixé à la somme de cent vingt-quatre millions sept cent quatre-vingt-neuf mille deux cent trente (124.789.230) euros. Il est divisé cent vingt-quatre millions sept cent quatre-vingt-neuf mille deux cent trente (124.789.230) Actions réparties en plusieurs catégories ainsi qu'il suit :

- cinquante-cinq millions trois cent soixante-six mille cent quarante (55.366.140) Actions Ordinaires d'un (1) euro de valeur nominale chacune ;
- un million cent quatre-vingt-huit mille sept cent vingt-six (1.188.726) ADP1 d'un (1) euro de valeur nominale chacune ;
- soixante millions trois cent quatre-vingt-dix mille quatre cent neuf (60.390.409) ADP2 d'un (1) euro de valeur nominale chacune ; et
- sept millions huit cent quarante-trois mille neuf cent cinquante-cinq (7.843.955) ADP3 d'un (1) euro de valeur nominale chacune, dont (i) un million huit cent quarante-trois mille neuf cent cinquante-sept (1.843.957) émises le 8 mars 2022 et (ii) cinq millions neuf cent quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cent quatre-vingt-dix-huit (5.999.998) émises le 27 juillet 2022,

intégralement libérées.

## **ARTICLE 8 MODIFICATIONS DU CAPITAL**

Le capital social peut être augmenté ou réduit par décision de l'Actionnaire unique, ou en cas de pluralité d'Actionnaires, par la collectivité des Actionnaires statuant dans les conditions de quorum et de majorité prévues par l'ARTICLE 20.

## **ARTICLE 9 LIBÉRATION DES ACTIONS**

Les actions souscrites en numéraire doivent être obligatoirement libérées de la moitié au moins de leur valeur nominale lors de leur souscription à la constitution, du quart au moins de leur valeur nominale lors de leur souscription en cas d'augmentation du capital et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

La libération du surplus est effectuée en une ou plusieurs fois, sur décision du Président, dans un délai maximum de cinq (5) ans à compter de l'immatriculation au Registre du commerce et des sociétés en cas de constitution, ou du jour où cette opération est devenue définitive en cas d'augmentation de capital.

## **ARTICLE 10 FORME DES TITRES**

Les Titres sont toutes émis en la forme nominative.

Les Titres donnent lieu à une inscription sur un compte ouvert dans les livres de la Société dans les conditions et selon les modalités prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur. La catégorie d'Actions (Action Ordinaire et ADP) détenues par un Actionnaire fait l'objet d'une mention spéciale dans les comptes individuels tenus par la Société.

Une attestation d'inscription en compte pourra être délivrée à tout Actionnaire qui en fait la demande.

## **ARTICLE 11 DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHÉS AUX ACTIONS**

### **11.1 Droits et obligations attachés à toutes les Actions**

Les Actionnaires ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.

La propriété d'une Action emporte de plein droit adhésion aux Statuts et aux décisions de l'Actionnaire unique, ou en cas de pluralité d'Actionnaires, aux décisions collectives des Actionnaires.

En cas de pluralité d'Actionnaires, chaque fois qu'il est nécessaire de posséder plusieurs Actions pour exercer un droit quelconque, notamment en cas d'échange ou d'attribution de Titres à l'occasion d'une opération telle qu'une réduction du capital, augmentation du capital par incorporation de réserves, fusion ou autrement, les Actions isolées ou en nombre inférieur à celui requis ne confèrent aucun droit contre la Société, les Actionnaires devant faire leur affaire personnelle du groupement et, éventuellement, de l'achat ou de la vente du nombre d'Actions nécessaires.

Chaque Actionnaire a, proportionnellement au nombre d'Actions qu'il détient, un droit de préférence à la souscription respectivement des Actions concernées à émettre en numéraire par la Société. Toutefois, chaque Actionnaire peut renoncer à titre individuel à son droit préférentiel de souscription. En cas de pluralité d'Actionnaires, ces derniers peuvent aussi décider, par voie de décision collective, de supprimer collectivement leur droit préférentiel de souscription conformément à la loi, aux stipulations du Pacte et aux dispositions de l'ARTICLE 20.

### **11.2 Droits et obligations attachés aux Actions Ordinaires**

À chaque Action Ordinaire est attaché un (1) droit de vote.

Sous réserve des droits spécifiques attachés à chaque catégorie d'ADP, chaque Action Ordinaire donne droit, proportionnellement à la quotité de capital qu'elle représente, à une part dans les bénéfices et réserves ou dans l'actif social lors de toute distribution, amortissement ou répartition en cours de vie sociale, ou en cas de Liquidation de la Société, dans les conditions et modalités figurant dans les Statuts.

### **11.3 Droits et obligations attachés aux ADP**

Les droits et obligations attachés aux ADP1, aux ADP2 et aux ADP3 sont décrits en Annexe B des Statuts.

## **ARTICLE 12 INDIVISIBILITÉ DES ACTIONS - NUE-PROPRIÉTÉ ET USUFRUIT**

Les Actions sont indivisibles à l'égard de la Société.

Les droits attachés aux Actions indivises sont exercés par celui des indivisaires qui a été mandaté comme tel auprès de la Société. La désignation du représentant de l'indivision doit être notifiée à la Société dans le mois de survenance de l'indivision. Toute modification dans la personne du représentant de l'indivision n'aura d'effet, vis-à-vis de la Société, qu'à l'expiration d'un délai d'un (1) mois à compter de sa notification à la Société, justifiant de la régularité de la modification intervenue.

Sauf convention contraire notifiée à la Société, les usufruitiers d'Actions représentent valablement les nus propriétaires à l'égard de la Société ; toutefois, le droit de vote appartient à l'usufruitier dans les assemblées générales pour l'adoption des décisions relatives à l'approbation des comptes et l'affectation du résultat et au nu-propriétaire pour l'adoption des autres décisions collectives.

L'exercice du droit préférentiel de souscription aux Actions nouvelles de numéraire et du droit d'attribution d'Actions gratuites est réglé, en l'absence de convention spéciale des parties, selon les dispositions suivantes :

- le droit préférentiel de souscription, ainsi que le droit d'attribution d'actions gratuites appartiennent au nu-propiétaire ;
- si celui-ci vend ses droits, les sommes provenant de la cession ou les biens acquis par le moyen de ces sommes sont soumis à usufruit ;
- le nu-propiétaire est réputé avoir négligé d'exercer le droit préférentiel de souscription lorsqu'il n'a ni souscrit d'actions nouvelles, ni vendu les droits de souscription huit (8) jours avant l'expiration du délai d'exercice de ce droit ;
- il est de même réputé avoir négligé d'exercer le droit d'attribution lorsqu'il n'a pas demandé cette attribution, ni vendu les droits trois (3) mois après le début des opérations d'attribution ;
- l'usufruitier, dans les deux cas peut alors se substituer au nu-propiétaire pour exercer soit le droit de souscription, soit le droit d'attribution, soit pour vendre les droits. Dans ce dernier cas, le nu-propiétaire peut exiger le remploi des sommes provenant de la cession et les biens ainsi acquis sont soumis à usufruit.

Les actions nouvelles appartiennent au nu-propiétaire pour la nue-propiété et à l'usufruitier pour l'usufruit. Toutefois, en cas de versement de fonds effectué par le nu-propiétaire ou l'usufruitier pour réaliser ou parfaire une souscription ou une attribution, les actions nouvelles n'appartiennent au nu-propiétaire et à l'usufruitier qu'à concurrence de la valeur des droits de souscription ou d'attribution ; le surplus des actions nouvelles appartient en pleine propriété à celui qui a versé les fonds.

### **ARTICLE 13 TRANSMISSION DES TITRES**

La propriété des Titres résulte de leur inscription en compte individuel au nom du titulaire sur les registres que la Société tient à cet effet au siège social.

Le Transfert des Titres s'opère à l'égard de la Société et des tiers par un virement du compte du cédant au compte du cessionnaire, sur production d'un ordre de mouvement signé du cédant ou de son mandataire. Ce mouvement est préalablement inscrit sur un registre coté et paraphé, tenu chronologiquement dit « registre de mouvements de titres ».

Sous réserve des stipulations du Pacte et des Statuts, la Société est tenue de procéder à cette inscription dès réception de l'ordre de mouvement. L'ordre de mouvement, établi sur un formulaire fourni ou agréé par la Société, est signé par le cédant ou son mandataire. Si les Actions ne sont pas entièrement libérées, il doit être en outre signé par le cessionnaire.

Chacun des Associés s'interdit de Transférer tout Titre qu'il détient ou détiendra, si ce n'est conformément aux stipulations du Pacte et des Statuts, dont il reconnaît avoir une parfaite connaissance et qu'il s'est engagé à respecter.

Les Associés reconnaissent que les stipulations du Pacte s'appliqueront par priorité à toutes autres stipulations ayant le même objet convenues entre les Associés et/ou certains d'entre eux.

A ce titre, il est précisé que le Pacte prévoit notamment (i) un droit de préemption au profit de certains Associés, (ii) un droit de cession conjointe au profit de certains Associés, et (iii) un droit de sortie organisé au profit de certains Associés, qui inclut un droit de sortie forcée.

Tout Transfert effectué en violation des stipulations du Pacte sera réputé avoir été réalisé en violation des Statuts et sera donc nul conformément aux dispositions de l'article L. 227-15 du Code de commerce, le droit d'agir en nullité appartenant à tout Actionnaire.

Dans tous les cas où un Associé est tenu de Transférer ses Titres aux termes du Pacte, le prix des Titres que cet Associé est tenu de Transférer est déterminé conformément à l'accord des Associés stipulé dans le Pacte.

Les Actionnaires reconnaissent et acceptent que le Pacte prévoit que le prix de cession des Actions sera dans certains cas déterminé par une banque qualifiée ou un expert indépendant agissant conformément aux dispositions du Pacte.

### III. ADMINISTRATION DE LA SOCIÉTÉ

#### ARTICLE 14 PRINCIPE GENERAL

La Société est dirigée par un président (le « **Président** ») qui pourra demander au Comité de Surveillance d'être assisté par un ou plusieurs directeurs généraux (individuellement, un « **Directeur Général** » et collectivement, les « **Directeurs Généraux** »), sous la supervision d'un comité de surveillance (le « **Comité de Surveillance** »).

Le Comité de Surveillance pourra être assisté par un ou plusieurs comités particuliers pour l'exercice de sa mission, dont notamment un comité des rémunérations (le « **Comité des Rémunérations** »).

#### ARTICLE 15 PRESIDENT

##### 15.1 Désignation et cessation des fonctions

Le Président, personne physique ou morale, Actionnaire ou non, est nommé, avec ou sans limitation de durée, par décision du Comité de Surveillance, conformément aux stipulations du Pacte.

Le mandat du Président est renouvelable selon les mêmes modalités.

Les fonctions du Président prennent fin par :

- sa démission, sa révocation ou l'arrivée du terme de son mandat ; ou
- son décès ou son incapacité, dans le cas où le Président est une personne physique, ou sa dissolution ou l'ouverture à son encontre d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaire, dans le cas où le Président est une personne morale.

Le Président peut être révoqué *ad nutum*, i.e. sans préavis et sans qu'aucune indemnisation ne soit due ou motivation donnée, par le Comité de Surveillance, sauf décision contraire du Comité de Surveillance d'attribuer au Président une indemnité en cas de révocation, lors de la décision du Comité de Surveillance de désignation du Président et de détermination de sa rémunération.

##### 15.2 Rémunération du Président

La rémunération du Président sera déterminée par le Comité de Surveillance après consultation du Comité des Rémunérations.

Le Président aura également droit au remboursement des frais raisonnables qu'il aura exposés dans l'exercice de ses fonctions sur présentation de justificatifs.

### **15.3 Pouvoirs du Président**

Le Président administre la Société conformément à son intérêt social et représente la Société à l'égard des tiers conformément à l'article L. 227-6 du Code de commerce.

Le Président dispose à ce titre des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société, sous réserve des pouvoirs expressément attribués au Comité de Surveillance et aux Actionnaires par la loi, les règlements en vigueur et les Statuts, et dans la limite de l'objet social.

Le Président prépare et arrête les comptes annuels et les comptes consolidés, le cas échéant, le rapport de gestion, ainsi que tout document exigé par les dispositions légales ou statutaires.

Le Président peut, sous sa responsabilité, donner toutes délégations de compétence ou de pouvoir à toutes personnes physiques ou morales, Actionnaires ou non, de son choix pour un ou plusieurs objets déterminés, et doit prendre, à cet égard, toutes mesures nécessaires pour que soient respectées les dispositions des présents Statuts.

Le Président est l'organe social auprès duquel les représentants du comité d'entreprise élus par les salariés exercent, le cas échéant, les droits définis par les articles L.2323-62 à L.2323-67 du Code du travail.

## **ARTICLE 16 DIRECTEURS GÉNÉRAUX**

### **16.1 Désignation et cessation des fonctions**

Le Président pourra être assisté dans ses fonctions par un ou plusieurs Directeurs Généraux, personnes physiques ou morales, Actionnaires ou non, nommés, avec ou sans limitation de durée.

Tout Directeur Général sera nommé, sur proposition du Président, pour une durée limitée ou illimitée par le Comité de Surveillance.

Le mandat des Directeurs Généraux est renouvelable selon les mêmes modalités.

Les fonctions du Directeur Général prennent fin par :

- sa démission, sa révocation ou l'arrivée du terme de son mandat ; ou
- son décès ou son incapacité, dans le cas où le Directeur Général est une personne physique, ou sa dissolution ou l'ouverture à son encontre d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaire, dans le cas où le Directeur Général est une personne morale.

Tout Directeur Général pourra être révoqué *ad nutum*, i.e. sans préavis et sans qu'aucune indemnisation ne soit due ou motivation donnée, par le Comité de Surveillance.

### **16.2 Rémunération des Directeurs Généraux**

La rémunération de tout Directeur Général sera déterminée annuellement par le Comité de Surveillance.

Tout Directeur Général aura également droit au remboursement des frais raisonnables qu'il aura exposés dans l'exercice de ses fonctions sur présentation de justificatifs.

### **16.3 Pouvoirs des Directeurs Généraux**

Tout Directeur Général disposera des pouvoirs qui lui seront attribués au moment de sa nomination par le Comité de Surveillance, sous réserve dans tous les cas des pouvoirs qui seront attribués au Comité de Surveillance et aux Actionnaires.

Les Directeurs Généraux peuvent, sous leur responsabilité, donner toutes délégations de compétence ou de pouvoir à toutes personnes physiques ou morales, Actionnaires ou non, de leur choix pour un ou plusieurs objets déterminés, et doivent prendre, à cet égard, toutes mesures nécessaires pour que soient respectées les dispositions des présents Statuts.

## **ARTICLE 17 COMITE DE SURVEILLANCE**

### **17.1 Désignation et cessation des fonctions**

Le Comité de Surveillance sera constitué à tout moment de quatre (4) membres au moins et de sept (7) membres au plus, personnes physiques ou morales.

Les fonctions de membre du Comité de Surveillance prennent fin par :

- sa démission, sa révocation ou l'arrivée du terme de son mandat ; ou
- son décès ou son incapacité, dans le cas où le membre du Comité de Surveillance est une personne physique, ou sa dissolution ou l'ouverture à son encontre d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaire, dans le cas où le membre du Comité de Surveillance est une personne morale.

Les membres du Comité de Surveillance seront désignés conformément aux stipulations du Pacte, avec ou sans limitation de durée, et seront révocables *ad nutum, i.e.*, sans préavis et sans qu'aucune indemnisation ne soit due ou motivation donnée, par les Actionnaires statuant à la majorité simple, étant précisé qu'en cas de cessation de fonctions d'un membre du Comité de Surveillance, celui-ci sera remplacé par décision des Actionnaires statuant à la majorité simple en respectant les stipulations du Pacte relatives à la composition du Comité de Surveillance.

Un président du Comité de Surveillance (le « **Président du CS** ») et un vice-président du Comité de Surveillance (le « **Vice-Président du CS** ») seront désignés par les membres du Comité de Surveillance statuant à la majorité simple, conformément aux stipulations du Pacte.

### **17.2 Rémunération des membres du Comité de Surveillance**

Les membres du Comité de Surveillance peuvent, dans les conditions du Pacte, être rémunérés au titre de leurs fonctions par décision du Comité de Surveillance. En tout état de cause, les membres du Comité de Surveillance ont droit au remboursement des frais raisonnables qu'ils auront exposés au titre de leurs fonctions, sur production des justificatifs correspondants.

Les membres du Comité de Surveillance auront par ailleurs droit au remboursement des frais qu'ils auront raisonnablement exposés au titre de leurs fonctions, sur présentation de justificatifs.

### 17.3 Fonctionnement du Comité de Surveillance

Le Comité de Surveillance se réunira, en principe, au moins une (1) fois par trimestre et à tout moment en cas de nécessité, sur convocation du Président du CS ou d'un (1) membre du Comité de Surveillance et/ou du Président transmise, sur première convocation avec un préavis d'au moins huit (8) Jours et sur deuxième convocation, le cas échéant, avec un préavis d'au moins quatre (4) Jours. Les documents nécessaires à la prise de décision des membres du Comité de Surveillance seront transmis par le ou les initiateurs de la réunion à chacun des membres du Comité de Surveillance en même temps que la convocation. Le Président pourra assister à toutes les réunions du Comité de Surveillance (à l'exception des réunions du Comité de Surveillance appelées à délibérer sur le statut et la rémunération du Président) sans voix délibérative.

Le Comité de Surveillance ne pourra valablement délibérer que dans les conditions de quorum déterminées par le Pacte. En tout état de cause, le Comité de Surveillance pourra se réunir sans délai et à tout moment si tous ses membres sont présents ou représentés.

Les membres du Comité de Surveillance pourront participer aux réunions par voie de télétransmission (téléphone, vidéoconférence ou autre) et pourront se faire représenter par un autre membre du Comité de Surveillance ou par tout collaborateur direct du membre du Comité de Surveillance concerné. Chaque réunion du Comité de Surveillance donnera lieu à l'établissement et à la signature d'une feuille de présence et les débats et résolutions du Comité de Surveillance feront l'objet de procès-verbaux qui devront être signés dans les conditions du Pacte.

Le Comité de Surveillance pourra également être consulté par résolutions écrites à l'initiative du Président du CS ou d'un (1) membre du Comité de Surveillance et/ou du Président, sous réserve que (i) le projet des résolutions devant faire l'objet de cette consultation soit communiqué à chaque membre du Comité de Surveillance huit (8) Jours au moins avant la date à laquelle l'auteur de la convocation souhaite que le Comité de Surveillance se prononce sur ces résolutions, ou que (ii) tous les membres du Comité de Surveillance signent le procès-verbal des résolutions proposées.

Par exception à ce qui précède, en cas d'urgence, le Comité de Surveillance pourra se réunir à tout moment dans les conditions prévues par le Pacte

### 17.4 Censeurs

Le Comité de Surveillance statuant à la majorité simple pourra désigner, selon les stipulations du Pacte, un ou plusieurs censeurs (les « **Censeurs** »). Les Censeurs pourront être une personne physique ou une personne morale.

Les Censeurs seront convoqués aux réunions du Comité de Surveillance dans les mêmes délais et selon les mêmes modalités que les membres du Comité de Surveillance, et se verront communiquer les mêmes informations que celles qui seront communiquées aux membres du Comité de Surveillance. Ils pourront assister à ces réunions et participer aux débats mais n'auront pas de droit de vote.

Les Censeurs seront révocables *ad nutum*, i.e, sans préavis et sans qu'aucune indemnisation ne soit due ou motivation donnée, par le Comité de Surveillance, conformément aux stipulations du Pacte.

Les Censeurs ne percevront aucune rémunération au titre de leur mandat. Sans préjudice de ce qui précède, tous les Censeurs auront droit au remboursement des frais qu'ils auront raisonnablement exposés au titre de leurs fonctions, sur présentation de justificatifs.

## 17.5 Pouvoirs du Comité de Surveillance

Le Président et les Directeurs Généraux ne pourront prendre, voter ou mettre en œuvre toute décision ou mesure figurant ci-dessous (les « **Décisions Importantes** »), sans avoir recueilli l'accord préalable et écrit du Comité de Surveillance, étant précisé que les modalités particulières d'exercice des pouvoirs du Comité de Surveillance sont décrites dans les stipulations du Pacte :

- (i) l'approbation ou la modification du Budget Annuel et la modification du business plan du Groupe ;
- (ii) l'arrêté des comptes annuels sociaux de la Société et des comptes consolidés de la Société et des Filiales et l'affectation du résultat ;
- (iii) toute décision de distribution de dividendes, d'acomptes sur dividendes ou de réserves par la Société et les Filiales ;
- (iv) toute décision nécessitant ou impliquant la modification des statuts de la Société ou de l'une des Filiales, y compris toute opération ou émission de titres susceptible de modifier immédiatement, potentiellement, conditionnellement ou par l'écoulement du temps, le capital social de la Société ou d'une Filiale ;
- (v) toute décision de nomination, révocation, ou de non-renouvellement, du Président et/ou de modification de sa rémunération ;
- (vi) tout projet de création, de changement substantiel ou de cessation d'activité ou de branche d'activité de la Société ou de l'une des Filiales ;
- (vii) toute décision relative à la rémunération des mandataires sociaux de la Société ou des Filiales ;
- (viii) toute décision d'acquisition, de rachat, de souscription, de location ou de cession par la Société ou une des Filiales de parts, valeurs mobilières (à l'exception de parts d'OPCVM et autres placements de trésorerie), de fonds de commerce, d'activité, de branche d'activité ou d'entreprises ou de tout autre actif immobilisé (i) non prévue par le budget, à condition s'agissant d'un actif immobilisé qu'il ait une valeur unitaire supérieure à cent mille (100.000) euros (étant précisé que dès lors que les actifs immobilisés unitaires excèdent en cumulé deux cent mille (200.000) euros par exercice, une autorisation préalable du Comité de Surveillance est nécessaire), ou (ii) n'étant pas approuvée par le Président et les Prêteurs Senior, ladite approbation des Prêteurs Senior étant nécessaire si cet actif ne constitue pas une cible éligible au sens de la Documentation de Financement) ;
- (ix) toute prise d'intérêt sous quelque forme que ce soit (y compris en capital) par la Société ou une des Filiales dans une entreprise avec ou sans personnalité morale, entraînant une responsabilité indéfinie ;
- (x) toute conclusion de dettes ou de lignes de crédit auprès de quiconque et sous quelque forme que ce soit (notamment par voie de crédit-bail) ayant pour effet de dépasser le montant cumulé des emprunts, dettes ou lignes de crédit budgétés à ce titre dans le Budget Annuel ;
- (xi) tout prêt ou avance consenti par la Société ou une des Filiales à un tiers autre qu'une Filiale en dehors de ceux consentis dans la marche normale des affaires et conformes aux pratiques antérieures ;

- (xii) tout octroi de toute Sûreté, par la Société ou une Filiale au profit d'un tiers non prévu par le Budget Annuel, à l'exception des Sûretés relatives à l'activité du Groupe, représentant un engagement unitaire inférieur à cinquante mille (50.000) euros lesquelles ne devront faire l'objet que d'une information préalable du Comité de Surveillance Il est précisé que dès lors que les Sûretés excèdent en cumulé deux cent mille (200.000) euros par exercice au-delà de ce qui est prévu au Budget Annuel, une autorisation préalable du Comité de Surveillance est nécessaire ;
- (xiii) toute décision d'introduction en bourse de la Société ou de l'une des Filiales ;
- (xiv) toute proposition de nomination d'un commissaire aux comptes de la Société ou de l'une des Filiales ;
- (xv) toute promesse, toute option et tout engagement de la Société ou de l'une des Filiales qui l'obligerait à prendre l'une des décisions ou effectuer l'une des opérations mentionnées ci-dessus ou ci-dessous ;
- (xvi) toute convention ou autre accord conclu entre la Société et/ou l'une des Filiales d'une part, et le Président ou les Cadres ou leurs affiliés ou des membres de leurs familles d'autre part ;
- (xvii) toute convention conclue directement ou indirectement par personne interposés entre la Société et un dirigeant ou un membre du Comité de Surveillance ;
- (xviii) toute convention conclue entre la Société et/ou l'une des Filiales, constituant une convention réglementée au sens de l'article L.227-10 du Code de commerce ;
- (xix) toute décision devant faire l'objet d'une autorisation préalable des établissements bancaires en vertu d'un contrat de prêt ou d'un financement court/moyen terme ;
- (xx) toute décision ou tout évènement susceptible de constituer un cas de remboursement anticipé ou un cas d'exigibilité anticipée d'un contrat de prêt ou d'un financement court/moyen terme ;
- (xxi) toute décision d'apport en nature, d'apport partiel d'actifs, de fusion, de scission ou de dissolution de la Société ou de l'une des Filiales, ou de mise en location gérance du fonds de commerce de la Société ou de l'une des Filiales ;
- (xxii) tout abandon de créances (et dans l'hypothèse d'un abandon de créance à caractère commercial, pour un montant supérieur à cent mille (100.000) euros) ;
- (xxiii) toute modification des méthodes comptables de la Société ou de l'une des Filiales, à l'exception de celles imposées par la réglementation comptable ou les commissaires aux comptes ;
- (xxiv) tout recrutement ou licenciement ou toute modification de la rémunération d'un Cadre ou de tout autre mandataire social ou salarié du Groupe, dont la rémunération annuelle brute non chargée serait supérieure à cent vingt mille (120.000) euros ;
- (xxv) toute mise en place ou modification du plan d'intéressement des salariés, dirigeants ou mandataires sociaux (en ce inclus le Président et les Cadres) de la Société ou de l'une des Filiales ;
- (xxvi) toute décision du Président de renoncer au bénéfice de l'engagement de non-concurrence prévu par le Pacte ;

- (xxvii) toute décision d'ouverture d'une procédure collective régies par le Livre VI du Code de commerce de la Société ou de l'une des Filiales ; et
- (xxviii) l'initiation de toute procédure judiciaire, administrative ou arbitrale à laquelle la Société ou l'une des Filiales est partie et/ou la conclusion de toute transaction y afférente, si le montant concerné est supérieur à deux cent mille (200.000) euros.

Le Président et les Directeurs Généraux ne pourront prendre, voter ou mettre en œuvre toute décision ou mesure suivante sans avoir informé préalablement le Comité de Surveillance :

- (i) toute décision (en ce inclus toute promesse, toute option ou tout engagement) visée aux paragraphes (viii) et (xii) ci-dessus, mais pour des montants inférieurs aux seuils qui y sont visés (et pour lesquels l'autorisation préalable du Comité de Surveillance est requise) ;
- (ii) la conclusion de toute transaction mettant un terme à une procédure judiciaire, administrative ou arbitrale, à laquelle la Société ou l'une des Filiales est partie, si le montant concerné est supérieur à cinquante mille (50.000) euros mais inférieur à deux cent mille (200.000) euros.

Chaque membre du Comité de Surveillance disposera d'un (1) droit de vote. Toute décision du Comité de Surveillance sera valablement adoptée à la majorité simple des droits de vote dont disposent tous ses membres, sous réserve des stipulations du Pacte. En cas de partage des voix entre les membres du Comité de Surveillance, le Vice-Président du CS bénéficiera d'une voix prépondérante.

#### **17.6 Information du Comité de Surveillance**

Sans préjudice des documents transmis obligatoirement aux Actionnaires en application des dispositions légales, réglementaires et statutaires de la Société, le Président et, le cas échéant, les Directeurs Généraux, s'engagent à préparer ou faire établir et à communiquer aux membres du Comité de Surveillance et aux Censeurs les documents et informations suivants :

- (i) dès que possible et en tout état de cause dans un délai de trente (30) Jours à compter de la fin de chaque mois, un *reporting* présentant le chiffre d'affaires, la marge sur coûts variables, l'EBITDA Consolidé, les besoins en fonds de roulement, les dépenses d'investissement (Capex) et l'endettement net du Groupe ;
- (ii) dès que possible et en tout état de cause dans un délai de (30) Jours à compter de la fin de chaque trimestre, une situation trimestrielle sur une base consolidée, en cumul à la fin du trimestre concernée, présentant le chiffre d'affaires, la marge brute, l'EBITDA Consolidé, l'endettement net du Groupe et les ratios financiers du Groupe, avec une comparaison par rapport à l'exercice précédent et au budget prévisionnel de l'exercice, (sauf en ce qui concerne les ratios financiers) ;
- (iii) dès que possible et en tout état de cause dans un délai de (45) Jours à compter de la fin de chaque semestre, une situation semestrielle sur une base consolidée, pour le semestre concerné, présentant le chiffre d'affaires, la marge brute, l'EBITDA Consolidé, l'endettement net du Groupe et les ratios financiers du Groupe, avec une comparaison par rapport à l'exercice précédent et au budget prévisionnel de l'exercice (sauf en ce qui concerne les ratios financiers) ;
- (iv) dès que possible et en tout état de cause dans un délai de quarante-cinq (45) Jours à compter de la fin de chaque trimestre, un tableau de trésorerie établi sur une base consolidée ;

- (v) dès que possible et en tout état de cause dans un délai de (120) Jours à compter de la fin de l'exercice social, (x) les comptes sociaux de chacune des sociétés Françaises du Groupe certifiés par les commissaires aux comptes et complétés des rapports de gestion et des rapports des commissaires aux comptes et (y) un exemplaire des comptes consolidés de la Société certifiés par les commissaires aux comptes et complétés des rapports généraux et spéciaux des commissaires aux comptes ;
- (vi) dans un délai raisonnable à compter de la date à laquelle ils seront disponibles, les comptes sociaux de chacune des sociétés étrangères du Groupe certifiés par les commissaires aux comptes, le cas échéant, et complétés des rapports de gestion et des rapports des commissaires aux comptes, le cas échéant ;
- (vii) toute information relative à des faits, événements ou circonstances connus pouvant affecter de manière significative et défavorable le patrimoine, les résultats, la situation financière ou les perspectives du Groupe ;
- (viii) dans un délai de cinq (5) jours ouvrés avant les dates d'échéance visées dans la Documentation de Financement pour la remise aux Prêteurs Senior par le Président des informations financières visées dans la Documentation de Financement, la copie de tout document relatif auxdites informations ; et
- (ix) dans un délai de trente (30) Jours à compter de la fin de l'exercice social, (a) une attestation d'assurance responsabilité civile des mandataires sociaux du Groupe, (b) une attestation d'inscription en compte de chacun des Associés et (c) une attestation d'inscription en compte de chacune des Filiales.

Le Président et, le cas échéant, les Directeurs Généraux, veilleront à permettre au Comité de Surveillance d'accéder à toutes les informations nécessaires dans le cadre de sa mission.

### 17.7 Budget annuel et plan d'affaires

Le Président présentera aux membres du Comité de Surveillance :

- (i) au plus tard quinze (15) Jours avant la fin de chaque exercice social, un projet de budget prévisionnel annuel concernant la Société et les Filiales faisant apparaître (i) sur une base consolidée, le bilan, le compte de résultat et le tableau de trésorerie, (ii) les autres indicateurs clés déterminés par le Comité de Surveillance, (iii) une comparaison avec le budget annuel consolidé de l'exercice en cours ou avec toute nouvelle projection d'atterrissage réalisée en cours d'exercice, et (iv) un commentaire de ce budget décrivant notamment sa construction, ses principales hypothèses et les principaux faits significatifs ;
- (ii) si le Comité de Surveillance lui en a fait la demande expresse avec un préavis raisonnable, le Président devra également présenter au Comité de Surveillance la projection d'atterrissage de l'exercice en cours, selon le même format que le budget annuel conformément au paragraphe précédent et/ou une réactualisation du plan d'affaires à trois (3) ans.

Une proposition finale du Président pour le budget annuel consolidé devra être communiquée aux membres du Comité de Surveillance au plus tard cinq (5) jours ouvrés avant la réunion du Comité de Surveillance qui devra se tenir dans les deux dernières semaines du mois de septembre de chaque année et au cours de laquelle ledit budget annuel consolidé sera soumis à l'approbation du Comité de Surveillance (le « **Budget Annuel** »). Le Comité de Surveillance devra motiver toute décision de refus d'approbation du Budget Annuel de sorte que le Président puisse être en mesure, à la lumière de ces motifs, de préparer de nouveaux projets. Les nouveaux projets devront être approuvés par le Comité de Surveillance qui pourra demander toute modification qu'il jugera nécessaire.

## **17.8 Comité des Rémunérations**

Le Comité des Rémunérations sera constitué à tout moment d'au plus quatre (4) membres.

Les membres du Comité des Rémunérations seront désignés conformément aux stipulations du Pacte, pour une durée limitée ou illimitée et seront révocables *ad nutum, i.e.*, sans préavis et sans qu'aucune indemnisation ne soit due ou motivation donnée, par le Comité de Surveillance statuant à la majorité simple, étant précisé qu'en cas de cessation de fonctions d'un membre du Comité des Rémunérations, celui-ci sera remplacé par décision du Comité de Surveillance statuant à la majorité simple en respectant les stipulations du Pacte.

Les membres du Comité des Rémunérations ne percevront aucune rémunération au titre de leurs fonctions.

Le Comité des Rémunérations sera saisi aussi souvent que nécessaire à la demande du Président ou du Président du CS ou du Vice-Président du CS.

Le Comité des Rémunérations pourra se réunir sans délai et à tout moment.

Les membres du Comité des Rémunérations pourront participer aux réunions par voie de télétransmission (téléphone, vidéoconférence ou autre).

Le Comité des Rémunérations aura un rôle d'étude auprès du Comité de Surveillance et du Président et soumettra à ces derniers ses recommandations, préalablement à (i) la prise de toute décision par le Comité de Surveillance relative à la détermination ou la modification de la rémunération d'un Cadre ou de tout autre mandataire social ou salarié du Groupe dont la rémunération annuelle brute non chargée serait supérieure à cent vingt mille (120.000) euros et (ii) la prise de toute décision par le Président relative à la détermination ou la modification de la rémunération d'un Cadre ou de tout autre mandataire social ou salarié du Groupe dont la rémunération annuelle brute non chargée serait inférieure à cent vingt mille (120.000) euros.

Chaque membre disposera d'une voix. Tout membre pourra se faire représenter par la personne de son choix.

Les recommandations du Comité des Rémunérations seront adoptées à la majorité simple des voix des membres présents ou représentés, conformément aux stipulations du Pacte.

Les recommandations formulées par le Comité des Rémunérations ne lieront aucunement le Comité de Surveillance et le Président qui resteront en tout état de cause libres de suivre ou non les recommandations du Comité des Rémunérations.

## **ARTICLE 18 CONVENTIONS RÉGLEMENTÉES**

Toute convention conclue entre un Actionnaire ou l'un de ses Affiliés et la Société ou l'une des Filiales et plus généralement, toutes conventions visées par les articles L. 227-10 et suivants du Code de commerce doit être préalablement approuvée par le Comité de Surveillance conformément à l'ARTICLE 17.5 des Statuts.

En outre, sauf si elles portent sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales, le commissaire aux comptes (ou, s'il n'en a pas été désigné, le Président) présente aux Actionnaires un rapport sur les conventions intervenues directement ou par personne interposée entre la Société et son Président, l'un de ses dirigeants, l'un de ses Actionnaires disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 % ou, s'il s'agit d'une société Actionnaire, la société la contrôlant au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce.

Les Actionnaires statuent sur ce rapport.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée et, éventuellement, pour le Président et les autres dirigeants, d'en supporter les conséquences dommageables pour la Société.

Par dérogation aux dispositions du premier alinéa, lorsque la Société ne comprend qu'un seul Actionnaire, il est seulement fait mention au registre des décisions, des conventions intervenues directement ou par personnes interposées entre la Société et son dirigeant.

#### **IV. DECISIONS DE L'ACTIONNAIRE UNIQUE OU DE LA COLLECTIVITÉ DES ACTIONNAIRES**

##### **ARTICLE 19 POUVOIRS**

Sous réserve, le cas échéant, de l'approbation préalable du Comité de Surveillance, conformément à l'ARTICLE 17.5 des Statuts, sont obligatoirement soumises à la décision de l'Actionnaire unique, ou en cas de pluralité d'Actionnaires, par décision collective des Actionnaires statuant dans les conditions de quorum et de majorité prévues à l'ARTICLE 20 :

- nomination des commissaires aux comptes ;
- approbation des comptes annuels, et, le cas échéant, des comptes consolidés, affectation du résultat et distributions ;
- examen des conventions réglementées dans les conditions visées à l'article L. 227-10 du Code de commerce ;
- nomination, renouvellement, révocation et, le cas échéant, rémunération des membres du Comité de Surveillance ;
- nomination des liquidateurs ;
- modification du capital social : augmentation, réduction, amortissement ;
- fusion, scission, apport partiel d'actif ou liquidation de la Société ;
- dissolution, prorogation ;
- transformation de la Société en une société d'une autre forme et toute autre opération ayant pour effet d'entraîner la modification des statuts, sous réserve des dispositions prévues à l'ARTICLE 3 ci-dessus pour le transfert du siège social ; et
- émission d'obligations ou de valeurs mobilières donnant, immédiatement ou à terme, accès au capital de la Société ou donnant droit à l'attribution de titres de créance.

Toute autre décision relève des pouvoirs du Président, des Directeurs Généraux et du Comité de Surveillance selon le cas, conformément aux Statuts, sans préjudice des dispositions légales et réglementaires impératives applicables.

##### **ARTICLE 20 DÉCISIONS DE LA COLLECTIVITÉ DES ACTIONNAIRES**

La consultation des Actionnaires est effectuée à l'initiative du Président ou du Vice-Président du CS ou à l'initiative de l'Actionnaire unique ou d'un ou plusieurs Actionnaires représentant plus de quinze pour cent (15%) des actions et des droits de vote (l'« **Initiateur** »).

Les décisions collectives résultent, au choix de l'Initiateur, d'une consultation écrite, d'une assemblée générale ou d'un consentement acté. Toutefois, la réunion d'une assemblée est obligatoire pour l'approbation annuelle des comptes.

Qu'elles résultent d'une assemblée générale ou d'une consultation écrite, les décisions des Actionnaires, sauf disposition légale contraire, sont adoptées collectivement par un total de voix représentant plus de la moitié des Actions de la Société ayant droit de vote, sous réserve des stipulations du Pacte. Il est rappelé qu'en cas de suppression du droit préférentiel de souscription, il est fait application du premier alinéa de l'article L. 225-138 du Code de commerce pour le calcul de la majorité.

## **20.1 Modalités de Consultation**

Les décisions collectives sont prises :

- (i) par consultation écrite : dans ce cas, l'Initiateur adresse par lettre recommandée avec accusé de réception, par fax ou par tout autre moyen le texte de la ou des résolutions proposées à l'approbation des Actionnaires, accompagné des documents d'information devant permettre aux Actionnaires de se prononcer sur le texte de la ou des résolution(s) soumise(s) à leur approbation. L'Actionnaire n'ayant pas répondu par lettre recommandée avec accusé de réception ou par fax ou par courrier électronique dans un délai de cinq (5) jours suivant la réception de la convocation est considérée comme absent pour les besoins du calcul de la majorité. La procédure de consultation écrite est arrêtée si un Actionnaire demande à la Société, dans un délai de cinq (5) jours suivant la réception de la convocation, que le texte de la ou des résolutions proposées soit mis à l'ordre du jour d'une assemblée de la Société ;
- (ii) en assemblée : les Actionnaires se réunissent au siège social ou en tout autre endroit indiqué dans la convocation, en France ou à l'étranger. Les assemblées sont convoquées par l'Initiateur par tous moyens écrits, et notamment au moyen d'une lettre simple ou par télécopie ou par courrier électronique adressée aux Actionnaires trois (3) jours au moins avant la date fixée pour la réunion. Les lettres de convocation comportent l'indication de l'ordre du jour, de l'heure et du lieu. Les documents d'information devant permettre aux Actionnaires de se prononcer sur l'ordre du jour sont joints à la convocation ou mis à la disposition des Actionnaires au siège social. La réunion peut être organisée par vidéo-conférence. Dans le cas où tous les Actionnaires sont présents ou représentés, l'assemblée peut se réunir valablement sur convocation verbale et sans délai, étant précisé qu'en ce cas, les documents d'information devant permettre aux Actionnaires de se prononcer sur l'ordre du jour sont remis ou lus, selon le cas, aux Actionnaires à l'ouverture de l'assemblée. Tout Actionnaire peut se faire représenter aux assemblées par un autre Actionnaire ou un tiers. Chaque Actionnaire peut disposer d'un nombre illimité de mandats.

S'agissant des décisions collectives prises en assemblée, celle-ci ne délibère valablement que si les Actionnaires présents ou représentés possèdent des actions représentant au moins la moitié des droits de vote de la Société.

L'assemblée est présidée par le Président ; à défaut, l'assemblée élit son président. Le président de l'assemblée désigne le secrétaire de séance qui peut être un Actionnaire ou un tiers.

- (iii) par consentement acté : les décisions collectives peuvent également résulter du consentement de l'ensemble des Actionnaires exprimé dans un acte notarié ou sous seing privé. Dans ce cas, aucune convocation préalable n'est requise pour de telles décisions.

## **20.2 Procès-verbaux**

### **20.2.1 Procès-verbal d'assemblée**

Toute décision collective des Actionnaires prise en assemblée est constatée par un procès-verbal établi et signé par le Président ou, le cas échéant, par le président de séance, ainsi que par le secrétaire de séance.

Le procès-verbal indique la date, l'heure et le lieu de la réunion, les nom, prénom et qualité du président de séance, les noms et prénoms des Actionnaires présents ou représentés avec l'indication du nombre d'actions détenues par chacun d'eux et les conditions d'exercice de leur droit de vote, les documents et rapports soumis à l'assemblée, un résumé des débats, les textes des résolutions mises aux voix et le résultat des votes.

### **20.2.2 Consultation écrite**

En cas de consultation écrite, il en est fait mention dans le procès-verbal auquel est annexée la réponse de chaque Actionnaire.

### **20.2.3 Décisions de l'Actionnaire unique**

Si la Société est unipersonnelle, le procès-verbal indique la date et le lieu de la décision, la présence, le cas échéant, du Président, les documents et rapports soumis à l'Actionnaire unique préalablement à la prise des décisions. Le procès-verbal est signé par l'Actionnaire unique.

### **20.2.4 Registre des procès-verbaux**

Les procès-verbaux sont établis et signés sur des registres spéciaux tenus conformément aux dispositions légales en vigueur. En cas de décision collective des Actionnaires prise par consentement acté, cet acte est annexé au registre des procès-verbaux.

### **20.2.5 Copies ou extraits des procès-verbaux**

Les copies ou extraits des délibérations des Actionnaires sont valablement certifiés conformes par le président ou le secrétaire de séance. Lorsque la Société est unipersonnelle, les copies ou extraits des décisions prises par l'Actionnaire unique, sont valablement certifiés par le Président, un fondé de pouvoir habilité à cet effet ou l'Actionnaire unique.

Au cours de la liquidation de la Société, les procès-verbaux sont valablement certifiés par le liquidateur.

## **ARTICLE 21 DROIT DE COMMUNICATION ET D'INFORMATION DES ACTIONNAIRES**

Pour toutes les décisions des Actionnaires où les dispositions légales imposent que le Président et/ou le ou les commissaire(s) aux comptes établissent un ou plusieurs rapports, le Président devra communiquer lesdits rapports aux Actionnaires, au plus tard concomitamment à la tenue de l'assemblée, la communication des projets de résolutions en cas de consultation par correspondance, ou la signature de l'acte sous seing privé.

Les Actionnaires ont un droit de communication dans les termes et conditions fixés par les dispositions légales et réglementaires en vigueur, ainsi que par les Statuts.

## V. EXERCICE SOCIAL – COMPTES SOCIAUX – RÉSULTAT

### ARTICLE 22 EXERCICE SOCIAL

Chaque exercice social a une durée d'une année qui commence le 1<sup>er</sup> octobre et finit le 30 septembre.

Par exception, le premier exercice comprendra le temps à courir depuis l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés jusqu'au 30 septembre 2019.

### ARTICLE 23 COMPTES SOCIAUX

Le Président tient une comptabilité régulière des opérations sociales et dresse des comptes annuels conformément aux lois et aux principes comptables applicables en France.

À la fin de chaque exercice social, le rapport de gestion, les comptes annuels et, le cas échéant, les comptes consolidés, sont arrêtés par le Président puis transmis pour examen au Comité de Surveillance et, le cas échéant, aux commissaires aux comptes. Le Président doit mettre ces documents à la disposition du ou des commissaire(s) aux comptes, le cas échéant, dans les conditions prévues par la loi et les règlements et les soumettre à l'approbation de l'Actionnaire unique, ou en cas de pluralité d'Actionnaires, par la collectivité des Actionnaires statuant dans les conditions de quorum et de majorité prévues à l'ARTICLE 20, dans un délai de six (6) mois à compter de la clôture de l'exercice social.

### ARTICLE 24 AFFECTATION DES RÉSULTATS

Le compte de résultat récapitule les produits et charges de l'exercice et fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice de l'exercice.

Sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent (5%) au moins pour être affectés à la réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve légale atteint le dixième du capital social ; il retrouve son caractère obligatoire lorsque, pour une raison quelconque, la réserve légale est descendue en dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et des sommes portées en réserve, et augmenté s'il y a lieu du report bénéficiaire antérieur (le « **Bénéfice Distribuable** »).

La collectivité des Actionnaires ou l'Actionnaire unique, sur proposition du Président, peut décider d'affecter tout ou partie du Bénéfice Distribuable à la dotation de réserves facultatives ordinaires ou extraordinaires, de le reporter à nouveau ou de le distribuer entre tous les Actionnaires dans les conditions ci-après.

En outre, l'Actionnaire unique ou, en cas de pluralité d'Actionnaires, la collectivité des Actionnaires, peut décider la mise en distribution des sommes prélevées sur les réserves disponibles, en indiquant expressément les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués (le Bénéfice Distribuable et les réserves disponibles ayant été mises en distribution par l'Actionnaire unique ou la collectivité des Actionnaires étant ci-après désignés les « **Sommes Distribuées** »). Cependant, les Sommes Distribuées sont prélevées par priorité sur le Bénéfice Distribuable de l'exercice.

Après approbation des comptes et constatation de l'existence de sommes distribuables, l'Actionnaire unique ou les Actionnaires, dans le respect des droits attachés à chaque catégorie de Titres :

- déterminent la part de ces sommes qui leur est attribuée sous forme de dividendes ;

- affectent la part non distribuée du bénéfice de l'exercice dans les proportions qu'ils déterminent, soit à un ou plusieurs fonds de réserves, généraux ou spéciaux, soit au compte "report à nouveau".

Hors le cas de réduction du capital, aucune distribution ne peut être faite aux Actionnaires lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci, inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer. L'écart de réévaluation n'est pas distribuable. Il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

Les pertes, s'il en existe, sont après approbation des comptes par l'assemblée générale, reportées à nouveau, pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction.

La collectivité des Actionnaires ou l'Actionnaire unique statuant sur les comptes de l'exercice a la faculté d'accorder à chaque Actionnaire, pour tout ou partie du dividende mis en distribution – ou des acomptes sur dividendes – une option entre le paiement du dividende – ou de l'acompte – en numéraire ou en actions de la Société.

#### **ARTICLE 25 COMMISSAIRES AUX COMPTES**

Au cours de la vie sociale, sous réserve du respect des stipulations de l'article 17.5 des Statuts, des commissaires aux comptes pourront être nommés par décision de la collectivité des Actionnaires pour une durée de six (6) exercices.

### **VI. DISSOLUTION - CONTESTATION**

#### **ARTICLE 26 DISSOLUTION**

Lorsque la Société ne comporte qu'un seul Actionnaire personne morale, sa dissolution, pour quelque cause que ce soit, entraîne la transmission universelle de son patrimoine social à l'Actionnaire unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation, sous réserve du délai d'opposition des créanciers sociaux, conformément aux dispositions de l'article 1844-5 du Code civil.

En cas de pluralité d'Actionnaires ou d'Actionnaire unique personne physique, la dissolution de la Société entraîne sa liquidation qui est effectuée conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables et aux Statuts.

Le Boni de Liquidation est réparti entre les Associés conformément aux droits attachés à chaque catégorie de Titres.

#### **ARTICLE 27 CONTESTATIONS**

Toutes les contestations relatives aux affaires sociales susceptibles de survenir pendant la durée de la Société ou de sa liquidation, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents dans les conditions de droit commun.